

Légation de Suisse  
en  
France

Paris, le 5 septembre 1898  
15 bis, rue de Marignan

Reçu le 9 sept. 1898

N<sup>o</sup> 1

S 402 /  
XXIV 114

Prière de rappeler  
le numéro ci-dessus

en circulation dans la légation L.

Monsieur le Président,

J'ai cherché à me renseigner au cours de la semaine dernière auprès des représentants des diverses puissances étrangères à Paris sur l'effet produit par la circulaire du Comte Mouravief. - Il résulte des informations que j'ai pu recueillir notamment aux Ambapades d'Allemagne, d'Autriche-Hongrie, d'Italie et aux légations de Belgique et de Suède & Norvège qu'aucun des Gouvernements dont il s'agit n'a été consulté préalablement à l'envoi de la dite circulaire et que le projet du Tsar, que l'on s'accorde à attribuer à son initiative personnelle n'a été connu que par la remise de ce document aux

Au  
Département politique fédéral  
Berne.





représentants des Puissances accréditées à St. Pétersbourg. - Toutefois mon Collègue d'Allemagne a fait une petite réserve en ajoutant, après m'avoir déclaré que le Gouvernement impérial allemand n'avait pas été consulté, qu'il ignorait toutefois si "le Tsar n'avait pas adressé à ce sujet une lettre particulière à son cousin l'Empereur Guillaume". - Mes divers Collègues m'ont déclaré que leurs Gouvernements respectifs avaient tous accusé réception au Comte Mouravief de sa circulaire en ajoutant qu'ils feraient parvenir ultérieurement leur réponse officielle. - La question de la Conférence est donc à l'étude dans les diverses Chancelleries européennes, où tout en se montrant fort sceptique sur les résultats pratiques qui pourraient en sortir on croit généralement que la Conférence aura lieu; aucun Gouvernement ne voudra adosser la responsabilité de ne empêcher la réunion et les réserves ne seront probablement formulées que sous forme d'instructions données aux



plénipotentiaires. L'on s'est borné jusqu'à présent à insérer dans les réponses provisoires envoyées à S<sup>t</sup>. Pétersbourg (spécialement par Balenague de l'Autriche-Hongrie) quelques phrases de reconnaissance au Tsar pour son projet humanitaire. -

à Paris, la nouvelle du projet du Tsar n'a pas davantage été connue avant la remise de la circulaire au Comte de Montebello et il m'a été rapporté par un personnage politique français que le Gouvernement de la République avait été très froissé de n'avoir pas été consulté par le Gouvernement impérial sur le projet du Tsar; on cherchait au Ministère des Affaires Étrangères à dissimuler la mauvaise humeur que l'on en avait ressentie en donnant à entendre en termes vagues que sans doute la nouvelle avait été connue à Paris avant le 24 août, date de la remise de la circulaire à S<sup>t</sup>. Pétersbourg, mais, je le répète, on m'a affirmé le contraire de la façon la plus positive et cette affirmation m'a encore



été confirmée aujourd'hui par un de mes amis à qui elle a été rapportée par le Chargé d'affaires de France à St Pétersbourg, de passage à Paris ces derniers jours. - Le représentant intérimaire d'une des principales Puissances a ajouté : "C'est un coup de pied à l'alliance franco-russe". La France a également accusé réception de la circulaire en réservant l'envoi ultérieur de sa réponse officielle pour laquelle on attendra vraisemblablement qu'un débat ait eu lieu devant les Chambres. - Je me réserve toutefois de vous envoyer à ce sujet des informations complémentaires aussitôt qu'il m'aura été possible d'en recueillir. - J'ajoute que l'on ignore encore où et quand se réunira la Conférence.

La question de la circulaire du Comte Mouravief est d'ailleurs passée au second plan en France depuis la découverte du faux du Colonel Henry, l'arrestation et le suicide de ce dernier. - Sauf quelques exceptions



la plupart des journaux qui étaient hostiles à la révision du procès Dreyfus s'en déclarent aujourd'hui partisans convaincus et demandent qu'on en finisse une fois pour toutes. - Le Ministre de la Guerre a démissionné, étant fermement résolu à combattre la révision et se trouvant en désaccord à ce sujet avec tous les membres du Cabinet Brisson. - Le Conseil de Cabinet de ce matin a décidé de demander au Ministre de la Guerre communication du procès-verbal des aveux du Colonel Henry et du dossier judiciaire de l'affaire Dreyfus. - La révision ne paraît plus faire de doute, ce n'est plus qu'une question de procédure et le Garde des Sceaux étudie les moyens juridiques de la provoquer. - En ce qui concerne la succession de M. Carnegiac, il n'a pas encore été pris de décision à l'heure où j'écris ces lignes. - On parle du Général Saussier mandé à Paris et qui s'est entretenu une heure ce matin avec le Président de la République.



En tous cas, bon est unanime à penser que le nouveau Ministre de la Guerre en présence des attaques contre l'armée ne peut être qu'un général. —

Dans les Ambassades étrangères on se montre généralement convaincu que le dossier secret de l'affaire Dreyfus renferme plusieurs autres faux et notamment les fameuses lettres de l'Empereur Guillaume au Comte de Munster et à Dreyfus que bon attribue à un nommé Cesti, ancien journaliste compromis dans les affaires Lebandy il y a quelques années; les lettres seraient fort bien imitées sur du papier portant bien tête du Cabinet de l'Empereur et présentant tous les caractères d'authenticité; on va jusqu'à dire que Cesti aurait touché de ce chef 27000 fr. — Je vous donne ce renseignement sans autre garantie que la personnalité de mon interlocuteur, Chargé d'affaires d'une des principales Puissances. Mais on raconte tant de choses qu'il est difficile de discerner



les nouvelles ayant quelque apparence de vérité  
des fantaisies. -

Dans une autre Ambassade ou ~~maffirms~~  
ainsi d'ailleurs que les journaux y ont fait  
allusion, que l'Ambassadeur d'Italie à Paris  
avait donné sa parole d'honneur à M.  
Hanotaux que jamais le Colonel Paizzardi  
n'avait connu l'existence de Dreyfus avant  
le fameux procès. -

Je ne manquerai pas de vous faire  
parvenir ultérieurement les renseignements  
complémentaires que je serai en mesure de  
recueillir sur la crise actuelle. /

Agreés, Monsieur le Président, les  
assurances de ma très haute considération.

Le Chargé d'Affaires de Suisse  
ad interim.

L. Buisson

P. S. à la dernière heure le Général Vausser  
et Hurlimann ont repris le portefeuille de la Guerre.  
M. Buisson se serait adressé à d'autres Généraux  
dont il attendait la réponse.

L. B.